

JOURNAL DE LA SOCIÉTÉ STATISTIQUE DE PARIS

RICHARD BLOCH

La diminution du commerce extérieur de la France

Journal de la société statistique de Paris, tome 73 (1932), p. 143-150

http://www.numdam.org/item?id=JSFS_1932__73_143_0

© Société de statistique de Paris, 1932, tous droits réservés.

L'accès aux archives de la revue « Journal de la société statistique de Paris » (<http://publications-sfds.math.cnrs.fr/index.php/J-SFdS>) implique l'accord avec les conditions générales d'utilisation (<http://www.numdam.org/conditions>). Toute utilisation commerciale ou impression systématique est constitutive d'une infraction pénale. Toute copie ou impression de ce fichier doit contenir la présente mention de copyright.

NUMDAM

Article numérisé dans le cadre du programme
Numérisation de documents anciens mathématiques
<http://www.numdam.org/>

V

VARIÉTÉ

La diminution du commerce extérieur de la France

LA BALANCE COMMERCIALE EN ALLEMAGNE ET EN FRANCE

L'attention de l'Union des Chambres de Commerce Maritimes et des Ports français a été appelée sur le fléchissement du commerce extérieur de la France, tant des importations que des exportations.

En particulier, le déficit de la balance commerciale, c'est-à-dire l'excédent des importations sur les exportations, est un sujet d'inquiétude pour la situation financière du pays, d'autant plus que dans la balance générale des comptes, la part de l'exportation invisible qui tient à l'affluence des touristes étrangers se trouve notablement réduite actuellement, du fait de la crise générale.

Toutefois ces recettes invisibles comprennent d'autres éléments, comme les frets perçus par la Marine Marchande française, frets dont M. Léon Cyprien Fabre dans un article du 10 mai de la *Revue Politique et Parlementaire*, a évalué le montant approximatif à 6 milliards et encore les intérêts des prêts considérables faits aux organismes étrangers, etc..., etc...

Mais si l'on compare les résultats commerciaux en France et en Allemagne, on constate que le déficit de la balance française contraste avec le résultat contraire du trafic extérieur allemand; il est alors intéressant de rechercher les raisons de cette différence.

C'est l'objet de l'étude sommaire qui va suivre, laquelle s'appuie sur les chiffres et en particulier sur les indices que donne la Statistique Générale de la France. Il est vrai que ces indices ont parfois des bases un peu incertaines et sans doute il serait imprudent d'attribuer une valeur absolue à des résultats qu'on déduirait de chiffres isolés; mais quand on envisage des indices consécutifs ou périodiques généralement comparables, ou quand les calculs et les raisonnements tablant sur un certain nombre d'éléments conduisent à des conclusions concordantes, on peut alors penser qu'on est dans le sens de la vérité.

C'est dans cet esprit qu'a été conduite l'étude de la question en tablant d'ailleurs sur les considérations suivantes :

L'examen porte sur l'ensemble des échanges des deux pays, abstraction faite en général de cas ou de trafics particuliers.

Les résultats et indices de la Statistique s'appliquent aux territoires nationaux avec leurs limites actuelles.

On a rapproché les moyennes mensuelles de l'année 1929 qui a précédé la grande crise européenne et les résultats des derniers mois relevés dans les dernières statistiques de 1931.

Le tableau suivant des trafic extérieurs de la France et de l'Allemagne en 1929 et en 1931 fait ressortir la différence qu'il s'agit d'expliquer :

	FRANCE en millions de francs				ALLEMAGNE en millions de R. M.			
	1929 moyenne men- suelle	1931 juin	Differences	%	1929 moyenne men- suelle	1931 juin	Differences	%
Importation	4.882	3.814	— 988	19	1.121	607	—520	45
Exportation	4.178	2.513	—1.665	40	1.055	713	—342	34
Balance.	—674	1.401	727		+ 66	106	40	

D'après les chiffres de ce tableau, le renversement de la balance en Allemagne en 1931, tiendrait en grande partie à la diminution considérable, 45 %, des importations, alors qu'en France, cette diminution serait seulement de 19 %. Avec ce même taux en Allemagne, on aurait eu un *déficit* de 195 millions de R. M. au lieu de 106 millions d'*excédent*.

A quelles causes imputer cette diminution des importations en Allemagne? D'une part, sans doute, à un refoulement des produits étrangers par des relèvements de taxes douanières; mais, d'autre part, on peut penser à une diminution des ressources et du pouvoir d'achat du marché intérieur allemand.

De cette dernière cause, on trouve un témoignage allemand intéressant dans le *Bulletin* du 22 juillet 1931 du *Comité des Forges de France*.

On y lit, en effet (p. 4) :

« La diminution, en 1930, des importations (en Allemagne) qui est de 14,7 % en tonnage et de 22,2 % en valeur est due au recul de la production et de la consommation intérieure. »

Et plus loin :

« La conquête des débouchés extérieurs préoccupe au premier chef l'industrie allemande dont la capacité de production est très supérieure à la demande du marché intérieur. »

Cette préoccupation irait-elle, comme on l'a dit pour les derniers incidents politiques en Allemagne, jusqu'à ce que certains éléments de la grande industrie cherchent surtout dans ces incidents l'occasion d'une inflation qui donnerait une impulsion décisive à leurs exportations?

Si maintenant on se reporte aux indices des quantités ou volumes exportés, la statistique de 1931 donne pour la France l'indice 128 *supérieur de 28 points à l'indice 100 de 1913*, alors qu'en Allemagne, malgré la balance favorable, l'indice serait seulement 90 *inférieur de 10 points au niveau de 1913*.

Ces observations portent sur l'ensemble des échanges internationaux y compris les denrées d'alimentation; il est intéressant, pour la comparaison des Économies des deux pays, de suivre pour chacun de ceux-ci les mouvements propres des importations de matières premières et des exportations de produits fabriqués. Ce qui fait l'objet des deux tableaux suivants présentant les indices

moyens mensuels de 1929 et ceux des mois successifs de 1931 de janvier à juillet. On rappelle que 1913 = 100.

FRANCE.

	1929 moyenne men- suelle	1931						
		Janvier	Février	Mars	Avril	Mai	Juin	Juillet
Importations des ma- tières premières . .	130	123	142	134	130	124	135	120
Exportations des pro- duits fabriqués. . .	160	114	120	140	132	117	128	120

La constance approximative des entrées de matières premières, alors que fléchissent les exportations de produits manufacturés, semble bien témoigner qu'une part importante de ces matières premières nourrit le trafic intérieur dont on verra tout à l'heure la situation relativement satisfaisante. De plus, les deux comptes importations et exportations sont demeurés sensiblement au-dessus du niveau 100 de 1913.

ALLEMAGNE.

	1929 moyenne men- suelle	1931						
		Janvier	Février	Mars	Avril	Mai	Juin	Juillet
Importations des ma- tières premières . .	95	76	73	75	80	78	83	78
Exportations des pro- duits fabriqués. . .	105	91	91	89	93	90	90	92

Une simple comparaison de ce tableau avec celui de la France montre combien la situation est relativement moins satisfaisante en Allemagne qu'en France.

Contrairement à la France, importations et exportations sont inférieures aux résultats de 1913.

En outre, du fait que le mouvement des importations des matières premières suit d'assez près celui des exportations des marchandises manufacturées, on peut déduire l'hypothèse vraisemblable que ces importations ne comportent pas comme en France, une part ou marge utilisée pour la consommation intérieure.

L'impression que donne la comparaison de ces tableaux d'une infériorité relative de la situation allemande va se trouver confirmée par d'autres comparaisons statistiques.

Indices de la production industrielle (1913 = 100) :

	France	Allemagne
1929 (moyenne mensuelle)	139	110
1931 (juin)	126	80
Diminution	13	30
%	9%	27%

Indices des wagons chargés :

	France	Allemagne
1929 (moyenne mensuelle)	135	130
1931 (juin)	127	100
Diminution	8	30
%	6	23

Combustibles minéraux en 1.000 tonnes (tonnages mensuels) :

	France Consommation	Allemagne Production (1)
1929 (moyenne)	6.778	28.156
1931 (août)	5.699	20.538
Diminution	1.079	7.617
%	15	27

(1) Houilles et lignites ensemble.

Production d'acier brut en 1.000 tonnes (tonnages mensuels) :

	France	Allemagne
1929 (moyenne)	808	1.351
1931 (août)	645	689
Diminution	163	662
%	20	49

Il est du reste intéressant pour cette grande industrie métallurgique de marquer sa situation présente en France par rapport à celles des autres pays.

Ce qui fait l'objet du tableau suivant qui, dans le dernier rapport aux actionnaires des Aciéries de Longwy, a montré en milliers de tonnes la production annuelle d'acier brut en 1913 et depuis 1929 dans les principaux pays producteurs.

	ANNÉES	ÉTATS-UNIS	ALLEMAGNE	ANGLE-TERRE	Union belge Luxembourg	FRANCE
	1913	32.000	12.000	8.000	3.700	7.000
	1929	57.336	16.246	9.800	6.834	9.699
	1930	40.286	11.359	7.415	5.645	9.412
(1) Estimations	1931 (1)	32.000	9.000	5.300	5.000	8.100
% de 1913 par rapport à . . .	1913	100 %	75 %	66 %	135 %	114 %
	1929	56 %	56 %	54 %	73 %	82 %

La production française n'aurait ainsi fléchi que de 18 % par rapport à celle de 1929 au lieu, par exemple, de 44 % en Allemagne, 46 % en Angleterre, etc., etc...

Dans un autre ordre d'idées, on trouve pour les nombres mensuels des faillites :

	France	Allemagne
1929 (moyenne mensuelle)	726	821
1931 (août)	806	1.065
En plus en 1931.	80	244
%	11	29

On trouve enfin un témoignage de la tenue relativement favorable du commerce intérieur français en suivant l'évolution de l'impôt sur le chiffre d'affaires (impôt non applicable aux exportations). De 143 en 1929 (moyenne mensuelle), l'indice n'est encore descendu en juin 1931 qu'à 132, la statistique ayant tenu compte d'ailleurs, approximativement, des variations des taux des taxes et des exonérations pour certains commerces.

Malgré la crise générale, la diminution ne serait donc encore que de 7 %.

Avec une telle situation, on peut se demander si la production française n'en pourrait tirer parti en prélevant sur les profits recueillis dans ses affaires intérieures des ressources lui permettant de nourrir son effort pour accroître ses exportations sur les marchés internationaux.

Ce serait sans doute une sorte de dumping, mais dans des conditions tout à fait usuelles dans la pratique commerciale de tous les pays. On en voit même un exemple intéressant dans le rapport aux actionnaires des Aciéries de Longwy. On y cite en effet pour les poutrelles, pour les tôles fortes, des prix de 550 francs et 700 francs avec livraison à Longwy départ pour les destinations du marché intérieur, alors que ces prix sont réduits à 404 francs et 497 francs pour les ventes à Anvers en vue de l'exportation, encore ces derniers prix comprennent-ils les frais des transports de Longwy jusqu'au port belge.

La sidérurgie française, à peu près assurée de son marché intérieur et des profits qu'elle en tire, fait donc un sérieux effort pour l'exportation de ses produits et cet effort donne d'ailleurs des résultats intéressants si on en juge l'exemple d'après les tonnages suivants des exportations françaises d'aciers bruts dans les huit premiers mois de 1930 et 1931 :

Huit premiers mois de 1930 : 1.749.575 tonnes.

Huit premiers mois de 1931 : 1.588.974 tonnes.

En moins en 1931 : 160.601 tonnes ou 9 % seulement malgré la crise qui se développe en 1931.

On constate des résultats analogues pour les fontes, pour les tôles...

Sans doute le même effort est poursuivi dans les autres branches de la production nationale dans la mesure que permettent les facilités ou les difficultés spéciales rencontrées sur leurs divers terrains.

Pour toutes, les difficultés sont grandes ; au premier rang de ces difficultés on rencontre les charges qui découlent de l'augmentation du prix de la vie, augmentation exceptionnelle en France par rapport aux pays étrangers, si on s'en rapporte aux indices recueillis par la Statistique Générale et confrontés dans le tableau suivant :

	France	Allemagne	Angleterre	États-Unis	Italie	Belgique
	villes de plus de 10.000 habitants					
Juillet 1929 . .	582 (1)	156	153	156	538	871
Juin 1931 . .	629	131	130	116	458	798
Différences . .	+47	-25	-23	-40	-80	-73

(1) (août 1929).

Et on trouve un exemple saisissant de ces différences dans un tableau que donne le Rapport de Longwy, pour les prix (calculés en francs français) de quelques denrées importantes en France et en Belgique.

	France	Belgique
Pain	2 ^f 30	1 ^f 05
Lard gras	10 »	7 »
Saindoux	9 »	5 60
Pâtes alimentaires	5 ^f 80	4 60
Sucre	4 25	2 60
Café	15 40	6 50

Un résultat aussi extraordinaire pour l'Économie française peut sans doute tenir à de mauvaises organisations ou habitudes commerciales, mais il peut aussi être attribué à la politique douanière qui, depuis quelques temps, poursuit le relèvement des prix des produits nationaux, en écartant les concurrences étrangères par des augmentations des taxes douanières, par l'application de contingentements, de licences d'importation, etc...

Certainement, il est aujourd'hui nécessaire de protéger temporairement quelques-unes des productions nationales essentielles contre les effets de désarroi résultant de superproductions mondiales; mais le résultat qu'on vient de voir semble inviter à la prudence, à restreindre rigoureusement l'application de ces défenses exceptionnelles aux situations réellement critiques, suivant l'exacte mesure de leur nécessité. Puisqu'on les dit provisoires on devra surtout veiller à les effacer progressivement dans un avenir aussi proche que possible, au fur et à mesure des retours vers des situations normales. au fur et à mesure que les productions françaises auront fait les efforts nécessaires pour améliorer leurs moyens de défense.

Cette hausse du prix de la vie entraîne évidemment pour l'exportation française une surcharge de ses prix de revient par rapport à ses concurrents étrangers, surcharge qui s'ajoute à celles résultant des nouvelles assurances sociales, des sacrifices dus aux initiatives même des industriels, comme les caisses de compensations, etc...

Quoi qu'il en soit, malgré ces conditions défavorables, malgré les résistances douanières qui gênent ses débouchés, notamment dans les pays qui ripostent ainsi aux restrictions françaises, malgré l'acuité des concurrences d'industries étrangères obligées d'écouler presque à tout prix leurs produits, malgré les difficultés résultant des changes variables, des crises monétaires, etc..., l'exportation française, prise dans son ensemble, garde une place qui fâcheusement diminue, mais qui est encore relativement importante.

Est-il possible d'améliorer encore cette situation et plus généralement d'améliorer la balance commerciale française?

S'en tenant à la balance industrielle, les importations de matières premières, dépendant essentiellement de la production elle-même, il est difficile de songer à leur diminution, on l'essaie cependant pour les charbons au risque de difficultés qui ne semblent pas négligeables.

Pour les exportations, dans l'état actuel des choses, il ne semble pas possible d'envisager une diminution des charges résultant du coût de la vie, des impôts, des transports, etc..., qui grèvent l'ensemble de la production française. Mais il importe et c'est sans doute le souci des négociateurs français, d'obtenir des pays étrangers toutes les facilités possibles pour l'accès des productions françaises.

Peut-être encore dans l'outillage intérieur pourrait-on trouver d'intéressantes facilités pour ces exportations, en étudiant des dégrèvements de prix de vente, d'impôts, de frais de transport etc., etc. dégrèvements qui seraient appliqués aux matières premières, aux demi-produits, etc..., employés dans les diverses industries de transformation pour la fabrication des marchandises destinées à l'exportation.

Pour les tarifs de transport, des expériences ont été faites sur le réseau d'Orléans pour les sucres à destination des Raffineries des Ports, pour les pailles expédiées aux fabriques de papiers d'emballage destinés à l'exportation; ces expériences ont donné d'intéressants résultats.

Pour l'intervention des Producteurs de matières premières ou demi-produits, on peut citer une déclaration d'un grand métallurgiste allemand, M. P. Kloeckner proclamant que l'industrie lourde allemande attachait plus d'importance à cette exportation indirecte qu'aux ventes directes de ses propres produits à l'extérieur.

Tout récemment, le Journal l'*Usine*, du 9 octobre 1931, publiait une lettre de M. Biaudet, président de la Chambre Syndicale des constructeurs français de machines agricoles, aux termes de laquelle, en Allemagne « les Syndicats combinés du fer et de l'acier accordaient les remises suivantes aux fabricants pour leurs exportations.

« Pour le fer façonné ou en barre, 47 marks (282 francs français) par tonne; pour la tôle 45 marks (270 francs français) et pour la tôle sous Imm. d'épaisseur 30 marks (180 francs français). »

Ces remises sont, on le voit, de l'ordre de grandeur de celles qui sont faites par Longwy pour ses exportations directes; leur importance est propre à faciliter dans une large mesure les exportations du transformateur. Ne pourrait-on en France, réaliser une entente entre les Producteurs, l'État, les Chemins de fer, afin que par des abattements sur les prix de vente des matières, sur les impôts, sur les tarifs de transport, on arrive à donner une impulsion générale et sérieuse aux exportations des produits transformés?

D'ailleurs pour limiter les sacrifices à l'indispensable, il serait peut-être possible de limiter l'application de ces dégrèvements aux trafics venant en supplément aux trafics antérieurement acquis.

Il faut toutefois observer, en terminant, que ces luttes sur les marchés extérieurs pourraient en certains cas aller à l'encontre des ententes industrielles avec leurs contingentements, leurs partages de débouchés, alors que les gouvernements sont au contraire orientés aujourd'hui vers des extensions, des renforcements de ces Ententes.

Il resterait à voir enfin si la Production française se déciderait à entrer dans des concurrences entraînant des risques, des sacrifices que enfin prudente et modérée, elle ne paraît pas toujours disposée à encourir. On a souvent trouvé timorées cette prudence, cette modération dont les événements actuels sembleraient au contraire montrer la sagesse.

Richard Bloch.
